

La Déclaration de Glasgow sur l'Alimentation et le Climat

Un engagement des autorités locales à lutter contre l'urgence climatique à travers des politiques alimentaires intégrées et un appel aux gouvernements nationaux à agir

Cette Déclaration rassemble tous types d'autorités locales – des petites et moyennes villes aux mégapoles, départements et régions, états fédéraux et provinces – pour renouveler d'une même voix leurs engagements à développer des politiques alimentaires durables, promouvoir des mécanismes d'actions conjointes, et appeler les gouvernements nationaux à placer l'alimentation et l'agriculture au cœur de la réponse mondiale à l'urgence climatique.

1. *Concernés* par le fait que la crise du COVID-19 a mis en évidence la fragilité de nos systèmes alimentaires, les vulnérabilités d'une grande partie des populations urbaines et rurales et le besoin critique de préparation et de résilience face aux chocs ;

2. *Reconnaissant* que les systèmes alimentaires représentent actuellement 21 à 37% [1] des GES totaux et sont au cœur de nombre des grands défis mondiaux actuels, y compris la perte de biodiversité, la faim et la malnutrition persistantes et une crise de santé publique croissante ;

3. *Reconnaissant* que, bien que l'agriculture soit la plus importante source d'émissions de GES des systèmes alimentaires, des dynamiques non durables sont évidentes tout au long de la chaîne alimentaire ;

4. *Reconnaissant* que des inégalités extrêmes sont présentes dans l'ensemble de nos systèmes alimentaires et affectent de manière disproportionnée certaines communautés, notamment les personnes vivant dans la pauvreté, les personnes victimes de racisme, les personnes déplacées en raison du changement climatique ou de conflits, les personnes ayant un statut juridique précaire et bien d'autres ; et en outre, que beaucoup de ces mêmes groupes sont exploités ;

5. *Convaincus*, par conséquent, que seule une approche systémique des systèmes alimentaires ciblant l'intégralité des objectifs de développement durable peut identifier des points d'intervention efficaces pour accélérer l'action climatique tout en apportant de nombreux co-avantages, notamment la promotion de la biodiversité, la régénération et la résilience des écosystèmes, la circularité, l'équité, l'accès à une alimentation saine et durable pour toutes et tous, et la création des moyens de subsistance résilients pour les travailleurs/euses agricoles et alimentaires;

6. *Reconnaissant* la nécessité d'impliquer toutes les parties prenantes du système alimentaire dans la prise de décision pour une transition durable et juste - y compris les travailleurs des secteurs agricoles et alimentaires, les organisations de la société civile, les chercheurs, les communautés autochtones, les femmes et en particulier les jeunes dont l'avenir est le plus menacé par les effets du changement climatique et de la perte de biodiversité ;

7. Rappelant que les villes et les régions ont été pionnières en matière de politiques et de stratégies alimentaires intégrées permettant de susciter des changements positifs au niveau local et réduire leur empreinte environnementale ;

[1] GIEC (2019). Résumé pour les décideurs. Dans : Rapport spécial du GIEC sur les changements climatiques, la désertification, la dégradation des terres, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres. [P.R. Shukla, J. Skea, E. Calvo Buendia, V. Masson-Delmotte, H.- O. Pörtner, D. C. Roberts, P. Zhai, R. Slade, S. Connors, R. van Diemen, M. Ferrat, E. Haughey, S. Luz, S. Neogi, M. Pathak, J. Petzold, J. Portugal Pereira, P. Vyas, E. Huntley, K. Kissick, M. Belkacemi, J. Malley, (eds.)].

8. *S'appuyant* sur les nombreux engagements en matière de politiques alimentaires urbaines et régionales durables déjà pris par les villes, les gouvernements locaux et régionaux au cours des deux dernières décennies, en particulier le Forum Urbain Mondial à Medellin 2014, le Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan 2015 (MUFPP), la Déclaration de Séoul 2015, le Nouvel Agenda Urbain 2016 et la Déclaration 2019 de C40 Good Food Cities ;

9. *Reconnaissant* que toute action doit être alignée horizontalement (entre domaines politiques) et verticalement (entre différents niveaux de gouvernance) pour accélérer la transition vers des systèmes alimentaires durables ;

10. *Soulignant* qu'une gouvernance intersectorielle, multi-niveaux et multi-acteurs des systèmes alimentaires est nécessaire pour que des systèmes alimentaires durables et justes puissent s'établir, et que ceci nécessite le soutien crucial des gouvernements nationaux pour assurer une coordination adéquate entre les différents niveaux de la gouvernance ;

11. *Reconnaissant* que les villes et les régions sont en train de devenir une coalition à haute ambition pour le développement durable des systèmes alimentaires, et que le mouvement mondial et croissant des partenariats alimentaires entre les villes et les régions offre un mécanisme particulièrement puissant pour mener à bien ces réformes ;

12. *Reconnaissant* que sans l'accompagnement des réformes législatives et réglementaires, et un engagement soutenu au niveau national, l'impact de ces partenariats et politiques locales sera limité ;

13. Nous, soussignés, dirigeants élus des gouvernements locaux, en vue de la 26ème Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à Glasgow, nous engageons à accélérer l'action climatique en construisant et en facilitant la transformation des systèmes alimentaires durables, et prenons les engagements suivants :

14. **Nous élaborerons et mettrons en œuvre des politiques alimentaires intégrées** en tant qu'outil clé dans la lutte contre le changement climatique ; veillerons à ce que ces politiques adoptent une approche système qui implique tous les acteurs de la chaîne alimentaires; et comprend des paramètres de mesure pour évaluer la réduction d'émissions de GES des systèmes alimentaires, ainsi que des opportunités de coopération et de partage des meilleures pratiques entre les autorités locales.

15. **Nous réduirons les émissions de gaz à effet de serre (GES) des systèmes alimentaires urbains et régionaux** conformément à l'Accord de Paris et aux Objectifs de Développement Durable, et mettrons en place des systèmes alimentaires durables capables de reconstruire les écosystèmes et d'offrir une alimentation sûre, saine, accessible et durable à toutes et à tous.

16. **Nous appelons les gouvernements nationaux à établir des cadres politiques et mécanismes de gouvernance multi-acteurs et multi-niveaux favorables** à la prise de décision coordonnée sur les systèmes alimentaires. Ces mécanismes appuieront l'élaboration de politiques alimentaires nationales intégrées et inclusives, à inclure dans les révisions des contributions déterminées au niveau national (CDN).
